

G. Gorce accuse N'Djamena de pressions

Deux sénateurs PS, dont le Nivernais Gaëtan Gorce, accusent, dans un courrier qu'ils viennent d'adresser à Alain Juppé, les autorités du Tchad de chercher "à influencer des parlementaires français" sur le cas d'un opposant tchadien disparu, ont annoncé vendredi ces sénateurs.

Gaëtan Gorce et Jean-Pierre Sueur (Loiret, président de la commission des Lois du Sénat), se battent depuis quatre ans "pour obtenir la vérité sur les conditions de la disparition d'Ibni Oumar Mahamat Saleh" (*).

Dans une lettre datée du 10 février (ils l'ont rendue publique), le ministre de la Justice tchadien Abdoulaye Sabre Fadoul accuse les parlementaires d'"affirmations péremptoires graves totalement inexactes". Il demande que "cessent les accusations sans fondements, les interférences

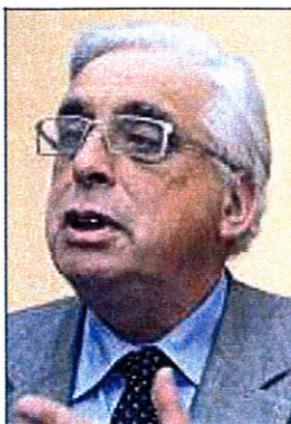


GAËTAN GORCE.
PHOTO FRED LONJON

intempestives et certaines manoeuvres d'intimidation" et exige "le respect de notre souveraineté".

« Choquant et inacceptable »

Dans leur courrier à Alain Juppé, les deux sénateurs lui demandent d'intervenir auprès des autorités tchadiennes car "il est choquant et inac-



JEAN-PIERRE SUEUR.
PHOTO CHRISTELLE BESSEYRE

ceptable qu'elles cherchent à influencer des parlementaires français".

Gaëtan Gorce avait également interpellé mardi le garde des Sceaux, Michel Mercier, au Sénat dénonçant "ce type d'intervention directe d'un gouvernement étranger, auprès de parlementaires d'un autre État pour les empê-

cher d'accomplir leur mission".

Le président tchadien Idriss Deby doit intervenir lundi à Marseille dans le cadre du 6^e Forum mondial de l'eau.

Une plainte pour enlèvement, séquestration et torture a été déposée mardi à Paris par la famille de l'opposant.

A la suite d'une mobilisation internationale, une commission d'enquête tchadienne avait été mise sur pied. Elle avait conclu en septembre 2008 que l'opposant était "désoisamment décédé" et mettait en cause des militaires tchadiens dans la disparition, mais sans éclaircir les conditions de celle-ci.

(*). Secrétaire général du Parti pour les libertés et le développement (PLD) et porte-parole de la coalition de l'opposition tchadienne, Ibni Oumar Mahamat Saleh a été arrêté le 3 février 2008 à son domicile par des militaires tchadiens, après une attaque rebelle qui était parvenue ce jour-là jusqu'au coeur de N'Djamena.

Le dernier fabricant français de batteries risque de disparaître

March 9, 2012 12:06:30 PM

ORLEANS, 9 mars (Reuters) - Le dernier fabricant français de batteries au plomb risque de disparaître, illustrant l'absence de dispositifs spécifiques pour favoriser la production française dont la relance est pourtant au coeur de la campagne présidentielle.

Steco Power, dont le siège est situé à Outarville (Loiret), à 80 km au sud de Paris, a été placé en redressement judiciaire, ce qui s'accompagne d'un plan social prévoyant le licenciement de 62 salariés.

Pendant toute la procédure, les représentants du personnel ont déploré qu'aucune aide financière spécifique ne soit prévue pour conserver la production de batteries sur le sol national.

"L'entreprise est totalement hors normes sur les questions environnementales et énergétiques", explique Gilles Hardouin, délégué syndical Force Ouvrière. "C'est sur ces points précis que nous attendions une aide spécifique."

Mais Victor Devouge, secrétaire général adjoint de la préfecture du Loiret, reconnaît qu'il est difficile d'agir.

"Nous ne pouvons pas aider directement sur les mises aux normes, dit-il. "De plus, quand une entreprise se trouve dans une situation de procédure collective, on ne peut pas interférer."

Une position confirmée par le cabinet du ministre de l'Industrie Éric Besson.

"Le contexte politique particulier donne un éclairage différent, mais ce n'est pas un facteur décisionnaire", précise un conseiller technique qui assure que "le ministre est soucieux de protéger l'emploi et la production française."

Le tribunal de commerce d'Orléans venant de se prononcer en faveur d'un plan de continuation, Éric Besson assure cependant qu'une aide indirecte pourrait être prochainement débloquée.

"Une enveloppe d'un million d'euros au titre du fonds national de revitalisation des territoires a été réservée à ma demande", écrit-il dans un courrier adressé à Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret. "Le préfet, ainsi que les services d'Oséo, étudieront le soutien qui pourrait être apporté à Steco Power."

(Mourad Guichard, édité par Yves Clarisse)